

18 avril 2024

Il y a urgence à agir pour mettre un terme aux attaques de colons en Cisjordanie

AIDA (Association of International Development Agencies) et 25 ONGs appellent la communauté internationale à intervenir pour mettre un terme aux attaques des colons à l'encontre des civils palestiniens et pour protéger les communautés palestiniennes situées à proximité de colonies illégales. Les organisations exhortent les acteurs internationaux à tenir le gouvernement israélien responsable de ses manquements systématiques face à ces attaques, du transfert forcé des Palestiniens et de l'expropriation de vastes bandes de territoire en Cisjordanie occupée.

À partir du vendredi 12 avril, les attaques de colons israéliens contre des villages palestiniens de Cisjordanie se sont intensifiées et se sont prolongées jusqu'au dimanche. À l'heure actuelle, des colons ont tué par balle deux Palestiniens, dont un enfant, et des [douzaines de personnes ont été blessées](#) au cours de ces attaques. [Près de la moitié d'entre elles](#) souffrent de blessures liées à des tirs à balles réelles. En outre, les colons ont mis feu à plusieurs maisons et véhicules dans toute la Cisjordanie.

Selon les [informations relayées par les médias](#), des milliers de colons israéliens armés et escortés par l'armée israélienne ont envahi des villages de Cisjordanie dont Al-Mughayyir, Khirbet Abu Falah, As-Sawiya, Deir Dibwan et d'autres villages de la zone au nord de Ramallah et au sud-ouest de Naplouse. Durant ces attaques, l'armée israélienne a protégé les colons, barricadé les accès des villages et empêché les ambulances du Croissant Rouge Palestinien d'accéder aux blessés. [Selon les médias israéliens](#), les colons auraient riposté contre les communautés palestiniennes après la mort d'un adolescent israélien de 14 ans résidant à Malachei Hashalom, un avant-poste illégal. L'identité des auteurs reste cependant inconnue.

Ces attaques répréhensibles sont perpétrées par des groupes prétendant faire justice eux-mêmes et ciblent des communautés palestiniennes tout entières. Elles doivent être condamnées sans réserve. La communauté internationale doit réagir avec fermeté et sans délai en poussant le gouvernement israélien à mettre un terme à ces attaques et à désamorcer d'urgence la situation. Les communautés palestiniennes situées à proximité des colonies sont [totalement vulnérables](#) face à ces violentes attaques.

Le gouvernement israélien, en tant que puissance occupante, a l'obligation de protéger la population palestinienne, y compris en assurant que la propriété privée est respectée. Cependant, le gouvernement a laissé ces attaques massives de milices autoproclamées se banaliser. En 2023, des raids similaires se sont déroulés à [Huwara](#), [Turmus Ayya](#) et de nombreuses autres communautés palestiniennes, souvent dans une impunité quasi-totale pour les auteurs israéliens.

Alors que la communauté internationale concentre son attention sur Gaza, le gouvernement d'Israël a non seulement laissé la violence des colons s'intensifier, il a également poursuivi l'expansion des colonies israéliennes bâties sur des terres palestiniennes et [illégalement saisi](#) des territoires palestiniens en les déclarant « terres domaniales de l'État d'Israël », ce qui constitue une violation flagrante du droit international.

Malgré l'adoption par certains États de sanctions visant de violents colons et avant-postes israéliens, ces mesures s'avèrent insuffisantes pour dissuader le gouvernement israélien de [transférer](#) ses citoyens dans le territoire palestinien occupé en violation du droit international, de les [armer](#), de les enrôler dans des réserves servant en Cisjordanie et de soutenir l'expansion de colonies par l'expropriation de terres et les constructions illégales dans des colonies existantes. L'ampleur et l'intensité des attaques de colons n'ont fait que grimper. Les États ont [l'obligation](#), en vertu du droit international humanitaire, de veiller au respect des Conventions de Genève. Les États ont plusieurs options à leur disposition, comme la mise en œuvre de mesures telles que des restrictions sur le commerce des armes.

L'ONU a [recensé](#) plus de 700 attaques de colons depuis le 7 octobre 2023, avec une moyenne de quatre attaques quotidiennes en 2024. Ces chiffres incluent uniquement les attaques ayant entraîné des blessures ou des dégâts matériels et excluent les cas de menaces au moyen d'armes à feu, de harcèlement et d'intimidation. L'ONU [estime](#) que l'armée israélienne était présente ou impliquée dans la moitié des attaques de colons au cours de l'année écoulée. Le gouvernement israélien a toujours failli à tenir les colons et l'armée israélienne responsables de ces attaques : à peine [3%](#) des enquêtes sur les violences commises par les colons ont abouti à une condamnation partielle ou totale. Par ailleurs, sur la seule année 2023, plus de 1 500 Palestiniens ont été contraints de fuir leur domicile en raison de la violence des colons et se voient depuis interdits de retourner sur leurs terres.

AIDA appelle la communauté internationale à prendre des mesures décisives à l'encontre du gouvernement israélien pour son incapacité à empêcher les attaques des colons, à poursuivre les colons israéliens violents et à dissuader ses forces armées d'adhérer, de participer ou de permettre d'une façon quelconque de telles attaques. Des mesures immédiates doivent être mises en place pour protéger les communautés palestiniennes vivant à proximité de colonies illégales. Par ailleurs, des dispositions doivent être prises à l'encontre du gouvernement israélien qui commet une grave violation du droit international en poursuivant le transfert de sa population en territoire palestinien occupé.

En outre, des efforts concertés s'imposent pour remédier au problème fondamental de la violence des colons en démantelant durablement les avant-postes de colonies et en garantissant le retour en toute sécurité des Palestiniens déplacés. Le transfert forcé constitue une grave violation du droit international humanitaire et un crime de guerre. Les personnes impliquées dans la conception et la mise en œuvre de politiques en ce sens sont pénalement responsables.

Les membres d'AIDA appellent les États tiers à :

1. Exiger du gouvernement israélien qu'il empêche, cesse et annule immédiatement toute construction et expansion de colonie, y compris la création d'avant-postes, apporte des garanties de non-répétition et fournisse des réparations intégrales pour tout dommages causés.

2. Exiger du gouvernement israélien qu'il engage toutes les poursuites nécessaires à l'encontre des colons israéliens pour avoir incité à et initié des actes de violence et procède à leur expulsion du territoire occupé.
3. Élargir les mesures visant les colons pour qu'elles s'appliquent également aux organes gouvernementaux israéliens, aux fonctionnaires, aux associations de colons et toute autre entité contribuant activement à encourager les violations au droit international humanitaire, y compris par l'expansion des colonies, l'entrave à la fourniture d'aide humanitaire et le transfert forcé des Palestiniens.
4. Exiger du gouvernement israélien qu'il revienne immédiatement sur la désignation du territoire occupé en tant que « terre domaniale »
5. Exiger du gouvernement israélien qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à l'environnement hautement coercitif qu'il créé pour les Palestiniens en Cisjordanie.
6. Exiger du gouvernement israélien qu'il facilite le retour immédiat de toutes les communautés palestiniennes déplacées.
7. Œuvrer activement au remplacement du régime de planification discriminatoire imposé par le gouvernement israélien dans la zone C (zone entièrement sous contrôle israélien et seul territoire contigu en Cisjordanie) par un [processus de construction autonome, basé sur les droits et mené par les Palestiniens](#).

SIGNATAIRES

ActionAid

Alianza

American Friends Service Committee

AM Qattan Foundation

Anera

Asamblea de Cooperación por la Paz- ACPP

The Carter Center

Churches for Middle East Peace

DanChurchAid

Doctors of the World Médecins du Monde France

Doctors of the World Médecins du Monde Spain

Doctors of the World Médecins du Monde Switzerland

HEKS/EPER (Swiss Church Aid)

Islamic Relief Worldwide

Mennonite Central Committee

Middle East Children's Alliance (MECA)

Movement for Peace MPDL

Norwegian ChurchAid

Norwegian Refugee Council

Oxfam

Première Urgence Internationale

Terre Des Hommes Italia

War Child Alliance

WeWorld

WeEffect

CONTACT PRESSE MÉDECINS DU MONDE SUISSE

**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**



Antoine Morata

Responsable communication et médias

Tel : + 41 32 725 36 16

Mob : + 41 78 854 32 65

Rue du Château 19

2000 Neuchâtel